



Les représentants de l'intelligentsia serbe appellent à cesser les poursuites contre les fidèles de l'Église orthodoxe ukrainienne



Service de communication du DREE, 20.06.2023. Des représentants des milieux intellectuels serbes ont exprimé leur profonde inquiétude devant les violations brutales des droits de l'homme en Ukraine, notamment devant les infractions criantes aux normes constitutionnelles et aux lois garantissant la liberté de confession religieuse. Plus de cent membres de la communauté académique et personnalités du monde culturel de Serbie et d'autres pays où résident des Serbes ont apposé leur signature sous un message adressé aux autorités ukrainiennes et aux organisations internationales.

« Ce qui arrive aujourd'hui aux prêtres et aux fidèles de l'Église orthodoxe ukrainienne ne peut être qualifié autrement que de terrorisme d'État », soulignent les signataires, constatant que selon les données des défenseurs des droits de l'homme, à l'heure actuelle plus de 75 prêtres de l'Église orthodoxe canonique et des centaines de paroissiens ont fait l'objet de répressions sous différentes formes en Ukraine.

« Sans parler de plusieurs cas d'incendies volontaires contre des bâtiments culturels, rien qu'en 2022 avec le soutien déclaré des autorités, l'Église canonique a été expropriée de près de 250 églises à la suite de raids. Cette année, cette tendance s'est non seulement confirmée, mais renforcée.

Actuellement, ceux qui soutiennent la prétendue « église orthodoxe d'Ukraine », que ne reconnaissent pas onze des quinze Églises orthodoxes locales, s'emparent d'églises dans les régions de Khmelnytsky, de Tchernovtsy, de Kiev, ainsi que dans d'autres régions d'Ukraine. Les prêtres et les fidèles de l'Église orthodoxe ukrainienne sont soumis à différentes formes de persécutions. On ne se contente pas de les intimider : ils sont battus, estropiés, gazés à l'aide de gaz lacrymogènes. Les partisans de « l'église d'Ukraine », souvent avec le soutien des structures étatiques, ne dédaignent pas de recourir à la violence physique, même contre des évêques de l'EOU. Bien plus, certains hiérarques ont été assignés à résidence ou ont fait l'objet de sanctions sur des prétextes fallacieux », est-il écrit dans le message.

Les représentants de l'intelligentsia serbe rappellent aussi que dans toute l'Ukraine, les conseils régionaux et municipaux prennent la décision d'interdire l'Église canonique sur le territoire de leurs régions. Des projets de lois visant à interdire l'Église orthodoxe ukrainienne ont été enregistrés à la Rada suprême d'Ukraine. Le 15 mai 2023, une décision du tribunal a rendu possible l'interdiction de son appellation officielle et le transfert des biens de l'Église à d'autres confessions. « L'État ukrainien non seulement n'a pas rendu les biens confisqués à l'Église orthodoxe ukrainienne pendant la période soviétique, mais elle la prive aujourd'hui de l'usage des terrains sur lesquels sont situés ses bâtiments culturels », poursuit la déclaration.

« Tenant compte du fait que nous vivons au XXI^e siècle, il était difficile de se représenter combien de personnes en Ukraine aujourd'hui, ainsi que dans les pays occidentaux, non seulement sont indifférentes, mais approuvent les répressions contre les fidèles de l'EOU, soulignent les scientifiques et les intellectuels serbes. Alors que le monde moderne fait la promotion de différents droits, beaucoup ferment les yeux sur la douleur, les larmes et le sang de millions d'Ukrainiens qui veulent simplement rester fidèles à la foi de leurs ancêtres. Une foi qui n'a rien à voir avec la guerre en cours et avec les problèmes politiques entre l'Ukraine et la Russie.

« Notre devoir moral, en tant qu'intellectuels, étant d'élever notre voix contre l'injustice, les violations des droits de l'homme et les infractions à la dignité humaine, nous appelons les autorités ukrainiennes à cesser immédiatement les répressions contre les fidèles ukrainiens et les raids violents contre les églises de l'Église orthodoxe ukrainienne », soulignent les signataires.

Ils appellent également les autorités ukrainiennes à « veiller au strict respect de la législation ukrainienne en vigueur et du droit international sur la liberté de conscience et de religion ». Ils s'adressent également aux instituts européens, aux organisations de défense des droits de l'homme et à l'ensemble de la communauté internationale, demandant de défendre activement « non seulement les

droits religieux, mais aussi les droits de l'homme fondamentaux » des membres de l'Église orthodoxe russe. La déclaration comporte aussi une proposition adressée aux organisations internationales, invitées à « envoyer leurs observateurs sur les lieux critiques où se produisent des persécutions, et à aider à prendre rapidement des mesures pour mettre fin aux persécutions et aux pressions administratives sur l'Église orthodoxe ukrainienne, ses prêtres et ses paroissiens. »

Parmi les objectifs les plus urgents, selon les signataires, figure le maintien de la juridiction de l'Église orthodoxe ukrainienne sur la laure des Grottes de Kiev et la laure de la Dormition de Potchaïev, qui représentent de « grands sanctuaires pour l'ensemble du monde orthodoxe. »

Parmi les signataires du message, cinq académiciens, 49 professeurs d'université, des docteurs ès sciences, des personnalités culturelles connues, notamment le réalisateur de cinéma Emir Kusturica et le compositeur Svetislav Bojic.

Source: <https://mospat.ru/fr/news/90464/>